

**FAITS DU JOUR**

Baisse du baril : la filière pétrolière touchée mais pas coulée

L'effondrement du prix du baril bouscule la filière des géosciences, notamment les entreprises du génie pétrolier. En Béarn, on attend des jours meilleurs.

La filière locale du génie pétrolier se fait du mouron en ce moment. Et il y a de quoi. En plus d'être percutées par la crise sanitaire et les conséquences induites par les restrictions de déplacements, qu'ils soient terrestres ou aériens, les entreprises encaissent la guerre commerciale qui se joue actuellement entre pays producteurs.

Sur fond de rivalité internationale entre Etats-Unis, Russie et Arabie Saoudite, la surproduction a conduit à un effondrement du prix du baril. Si tout le monde a relevé le passage en zone négative, le 20 avril durant quelques heures, du cours du pétrole américain, le Brent de la mer du Nord est lui passé sous la barre des 20 dollars avant de reprendre un peu du poil de la bête ces derniers jours.

Les majors chahutées

Une chute probablement appréciée des automobilistes ou des entreprises, qui voient baisser le prix à la pompe, mais évidemment pas des majors pétrolières. Total vient ainsi d'annoncer un tout petit bénéfice de 34 millions d'euros à la fin du premier trimestre, loin des niveaux habituels. Et encore, le fran-

çais s'en tire bien quand on le compare à ses concurrents européens, l'anglais BP (-4,4 milliards de dollars), l'italien ENI (-2,9 milliards d'euros) mais aussi, sans atteindre des pertes de même ampleur, l'espagnol Repsol (-487 millions d'euros) ou le néerlandais Shell (-22,1 millions d'euros).

Conséquence, des expressions comme « réduction des investissements » ou « gels de programmes » meublent désormais les discours de leurs dirigeants. Et, on le sait ici, quand les majors toussent, derrière c'est toute la chaîne sous-traitante qui s'enrhume.

Craintes en Béarn

En Béarn, une enquête de la CCI de 2008, actualisée en 2015, avait estimé à 25 000 emplois (5 000 directs, 2 000 indirects et 18 000 induits) le nombre d'emplois liés aux exploitations des hydrocarbures. Soit un chapelet d'entreprises de tailles diverses dont l'activité est soumise aux fluctuations des niveaux du baril. On se souvient encore des dégâts sociaux de la période 2015-2016 qui avait vu le baril dévisser sur fond, déjà, de bataille commerciale. Même Turbomeca avait senti le souffle de la



crise, les investissements dans les hélicoptères pour les plateformes offshore étant alors gelés.

Au sein du pôle de compétitivité Avenia, le seul de France dédié à la filière du sous-sol, on suit évidemment la situation de près. Le segment « pétrole et gaz » est l'une des six thématiques représentées parmi les 200 adhérents, avec mines et carrières, géothermie, stockage de gaz, hydrogéologie et géotechnique. Autant dire qu'Avenia est aussi le réceptacle de craintes qui mûrissent. « Evidemment que la chute du prix du baril pèse sur la santé économique de nos adhérents du secteur pétrole et gaz », explique Thibaut Heimermann, le nouveau directeur de la structure, qui a pris ses fonctions en avril. Une enquête menée auprès des adhérents révèle que 50 % ont moins de six mois de trésorerie et que 35 % ont activé du chômage partiel.

« Les carnets de commandes ne se remplissent plus. Les conditions contractuelles sont revues. A cela s'ajoute une double peine avec la crise sanitaire », détaille l'intéressé qui relève aussi que « grâce aux mesures gouvernementales mises en place autour du Covid-19, nous évitons une trop forte hémorragie chez nos adhérents pétrole ».

Capacité d'adaptation

Reste que s'il est encore un peu tôt pour évaluer les conséquences précises de la crise, Thibaut Heimermann estime aussi que « ces entreprises ont un savoir-faire de haute qualité, la filière parapétrolière étant reconnue dans le monde entier. Autant d'atouts qui leur permettent d'envisager du transfert technologique vers d'autres secteurs comme la géothermie ou le stockage de gaz ».

Une aptitude à la résilience qui devrait être au centre, mardi 9 juin, de la journée d'études dématérialisée Back2Business qu'organise Avenia. Et qui aura pour thème : « Les industries du sous-sol au cœur de la relance ».

ÉRIC NORMAND || e.normand@pyrenees.com



Menace sur les stations-service indépendantes

Autre grande blessée de cette période de restrictions, et dont on parle beaucoup moins, les stations-service. Selon une enquête du Centre national des professions automobiles (CNPA), plus de 50 % des exploitants indépendants redoutent une faillite de leur entreprise ces prochains mois, avec une chute de la distribution des carburants qui atteint parfois 85 %. En France, on recense 11 200 stations dont un peu moins de la moitié sont exploitées par la grande distribution. Ces dernières sont peu menacées. 30 % sont exploitées directement par des pétroliers comme Total et 4 000 autres sont la propriété d'indépendants, notamment dans les zones rurales.

Ce sont celles-ci qui devraient le plus souffrir de la crise sanitaire. « Avec une rémunération moyenne fixe de 0,01 euro net par litre de carburant, la majorité des propriétaires-exploitants de stations-service indépendantes (sous enseigne pétrolière ou non), dont 70 % sont situés en zone rurale, n'aura pas la trésorerie suffisante pour pallier de telles chutes d'activité », indique le CNPA. Des investissements, comme par exemple l'équipement en pompes pour le bioéthanol, pourraient par exemple être reportés. Le CNPA demande donc aux pouvoirs publics « un plan de relance pour l'ensemble de la filière automobile. Un ensemble de mesures seront proposées au gouvernement pour soutenir le maillage territorial des zones rurales en stations-service afin d'accompagner l'évolution de leur offre énergétique ».